

ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. UN JOURNALISTE INCARCÉRÉ N'A TOUJOURS PAS ÉTÉ INculpÉ

Le 5 avril, le journaliste Amade Abubacar aura passé 90 jours en détention. Il n'a toujours pas été jugé, ni inculpé d'une infraction prévue par la loi. Au-delà de ces 90 jours, sa détention sera illégale car l'article 308 du Code de procédure pénale dispose que nul ne peut être maintenu en détention provisoire plus de 90 jours après son arrestation. Amade Abubacar est actuellement incarcéré dans la prison de Mize, à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

**Ministre de la Justice
et des Affaires constitutionnelles et religieuses**
Joaquim Veríssimo
Ministry of Justice, Constitutional and Religious Affairs
Av. Julius Nyerere, 33
Maputo, Mozambique
Courriel : mjcr@mjcr.gov.mz et vilanchic@yahoo.com.br

Monsieur le Ministre,

Je souhaite appeler votre attention sur le cas d'**Amade Abubacar**, journaliste de la radio locale de Nacedje, dans le district de Macomia (province de Cabo Delgado, nord du Mozambique).

Amade Abubacar est détenu arbitrairement et ferait l'objet d'une enquête pour « incitation publique à l'utilisation de médias électroniques » et « violation du secret d'État » aux termes des articles 322 et 323 du Code pénal mozambicain. Il se trouve actuellement dans la prison de Mize, à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado. L'administration pénitentiaire de la prison de Mize continue à restreindre son droit de communiquer avec sa famille, car il n'est autorisé qu'à échanger des lettres avec les personnes qui viennent à la prison pour lui rendre visite, mais pas à les voir en personne. Amade Abubacar a été arrêté le 5 janvier, alors qu'il interviewait des personnes déplacées à l'intérieur du pays, dans le district de Macomia.

Amade Abubacar n'a toujours pas été jugé, ni inculpé d'une infraction reconnue par la loi. Le 5 avril, cela fera 90 jours qu'il est en détention. Or, en vertu de l'article 308, § 1, n° 3 du Code de procédure pénale, nul ne peut être maintenu en détention provisoire plus de 90 jours après son arrestation.

L'avocat d'Amade Abubacar attend d'être informé des suites données à la demande de libération sous caution qu'il a déposée le 26 février auprès du tribunal provincial de Cabo Delgado au nom de son client.

Je vous prie instamment de veiller à ce que :

- les autorités mozambicaines libèrent immédiatement et sans condition Amade Abubacar, détenu uniquement en raison de son travail de journaliste et qui est donc un prisonnier d'opinion ;
- Amade Abubacar, dans l'attente de sa libération, soit présenté à un juge de manière régulière et protégé contre la torture et les autres mauvais traitements, et à ce que ses conditions de détention soient conformes aux normes internationales, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau, à la nourriture et à des soins de santé adéquats ;
- Amade Abubacar soit autorisé sans délai à voir ses proches et puisse régulièrement recevoir des visites de sa famille et consulter ses avocats ;
- les droits à la liberté d'expression et à la liberté de la presse soient pleinement respectés et à ce que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être attaqués, intimidés, harcelés ou censurés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Amade Abubacar est un journaliste de la radio locale de Nacedje (district de Macomia, province de Cabo Delgado). Il a été appréhendé le 5 janvier par la Police de la République du Mozambique (PRM) dans le district de Macomia et emmené au poste de police de Macomia. Au moment de son arrestation, il interviewait des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui avaient fui leur domicile en raison de l'intensification d'attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste connu sous le nom d'Al Shabab. Le jour même, il a été transféré de la garde de la police à celle de l'armée, qui l'aurait maintenu en détention au secret durant 12 jours et, selon son témoignage, l'aurait soumis à différentes formes de mauvais traitements. Il a de nouveau été transféré à la garde de la police le 17 janvier.

Le 18 janvier, le tribunal judiciaire du district de Macomia a ordonné le maintien en détention d'Amade Abubacar, dans l'attente de son procès, au poste de police central du district de Macomia. Le 24 janvier, Amade Abubacar a été transféré de la prison du district de Macomia à la prison de Mieze, à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado. Amade Abubacar est toujours en détention et ferait l'objet d'une enquête pour « incitation publique à l'utilisation de médias électroniques » et « violation du secret d'État » aux termes des articles 322 et 323 du Code pénal mozambicain. À la fin du mois de mars, les autorités d'enquête (SERNIC) avaient achevé leurs investigations et transmis le dossier d'enquête au parquet général de la province de Cabo Delgado. Le parquet doit soit inculper Amade Abubacar, soit rejeter son dossier.

Les districts nord de la province de Cabo Delgado, notamment Macomia, font l'objet d'attaques armées depuis octobre 2017. Ces attaques seraient le fait de membres d'un groupe extrémiste, Al Shabab, qui envahissent les villages, incendient les maisons, tuent des villageois à coups de machette et pillent la nourriture. Plusieurs habitants des villages touchés, craignant pour leur vie, ont fui vers d'autres districts. Cette province est importante pour le gouvernement central en raison de ses ressources minérales, notamment en gaz et en rubis. Le gouvernement a donc renforcé la présence militaire dans la région après le début des attaques. Depuis lors, les autorités intimident et harcèlent les journalistes et les empêchent de rendre compte de la situation. Amade Abubacar couvrait depuis le début les attaques perpétrées contre les civils par des groupes armés dans la province de Cabo Delgado.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : portugais, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 15 MAI 2019.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Amade Abubacar (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4197922019FRENCH.pdf>